

FE.-  
REPUBLIQUE DU BENIN  
-----  
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
-----

**DECRET N° 98-632 DU 23 DECEMBRE 1998**

autorisant Monsieur Cyrille TAKIN  
à renoncer à la nationalité béninoise.

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,  
CHEF DE L'ETAT,  
CHEF DU GOUVERNEMENT,**

- Vu** la loi n° 90-032 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;
- Vu** la loi n°65-17 du 23 juin 1965 portant code de nationalité béninoise et le décret n° 272/PC/MJL du 11 août 1965 fixant des modalités d'application du code de la nationalité béninoise et les instructions du garde des sceaux, ministre de la Justice, de la législation et des droits de l'homme ;
- Vu** la Proclamation du 1er avril 1996 par la Cour constitutionnelle des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 18 mars 1996 ;
- Vu** le décret n° 98-280 du 12 juillet 1998 portant composition du gouvernement ;
- Vu** le décret n° 96-402 du 18 septembre 1996 fixant les structures de la Présidence de la République et des ministères ;
- Vu** le décret n° 97-30 du 29 janvier 1997 portant attributions, organisation et fonctionnement du ministère de la Justice, de la législation et des droits de l'homme ;

.../...

**Vu** la requête de Monsieur Cyrille TAKIN et l'ensemble des pièces produites ;

**Sur** proposition du garde des sceaux, ministre de la Justice, de la législation et des droits de l'homme ;

**Le** Conseil des ministres entendu en sa séance du 16 décembre 1998 ;

**D E C R E T E :**

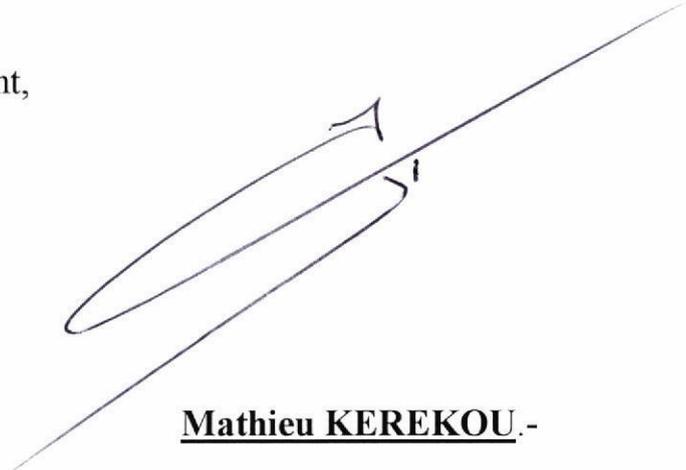
**Article 1er.**- Monsieur Cyrille TAKIN né le 16 février 1952 à Cotonou (République du Bénin) est autorisé à renoncer à la nationalité béninoise.

**Article 2.**- Le présent décret, prend effet pour compter de la date de sa signature sans qu'il soit toutefois porté atteinte à la validité des actes passés par le nommé Cyrille TAKIN, ni aux droits acquis par les tiers antérieurement à sa publication sur le fondement de la nationalité béninoise de l'intéressé.

**Article 3.**- le présent décret sera publié au Journal officiel.

Fait à Cotonou, le 23 décembre 1998

Par le Président de la République,  
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,



**Mathieu KEREKOU.**-

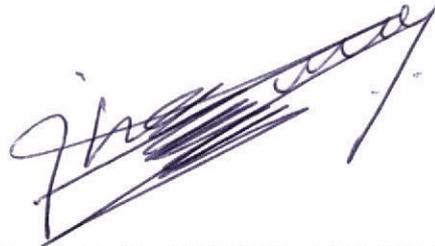
.../...

Le ministre des Affaires  
étrangères et de la coopération,



**Kolawolé A. IDJI** .-

Le garde des sceaux, ministre  
de la Justice, de la législation  
et des droits de l'homme,



**Joseph H. GNONLONFON**.-

**AMPLIATIONS** : PR 6 AN 4 CS 2 CC 2 CES 2 HAAC 2 MAEC 4 MJLDH 4  
AUTRES MINISTERES 16 SGG 4 DGBM-DCF-DGTCP-DGID-DGDDI 5 BN-  
DAN-DLC 3 GCONB-DCCT-INSAE 3 BCP-CSM-IGAA 3 UNB-ENA-FASJEP  
3 INTERESSE 1 JO 1